

Ensemble pour la Justice : Notre Action Collective pour Renforcer la Réponse Humanitaire, de la Résilience et du Partenariat dans la Région Afrique

NOTE DE COUVERTURE

La structure d'ACT responsable de cette déclaration est la Communauté de Pratique pour la Réponse Humanitaire. Nous avons consulté le Groupe de Plaidoyer et de Politique lors de la préparation de ce document et les forums à travers l'Afrique mettant en œuvre les appels d'ACT.

SUJET

La situation humanitaire dans plusieurs pays africains demeure désastreuse, avec des millions de personnes touchées par des conflits, l'insécurité alimentaire et le déplacement. Les crises en cours, y compris les conflits armés, associées aux impacts dévastateurs du changement climatique, continuent d'exacerber les vulnérabilités. La pandémie de COVID-19 a en outre mis à rude épreuve les systèmes de santé et aggravé les difficultés économiques. Plus de 400 millions de personnes sont déplacées à travers le continent, les femmes et les enfants étant touchés de manière disproportionnée, faisant face à des risques accrus d'exploitation, de violence et de manque de services de base. L'Alliance ACT appelle à une augmentation du financement humanitaire pour l'Afrique afin d'assurer que l'aide parvienne aux plus vulnérables dans les communautés touchées, à une meilleure coordination entre les gouvernements africains, les donateurs internationaux et les agences humanitaires. De plus, il est urgent de renforcer la capacité locale pour permettre aux organisations locales de prendre les devants et de bâtir la résilience, ainsi que d'investir dans l'adaptation au climat et des solutions à long terme pour les populations déplacées.

DÉCLARATION

Ensemble pour la Justice : Notre Action Collective pour Renforcer la Réponse Humanitaire, de la Résilience et du Partenariat dans la Région Afrique

Nous sommes témoins d'une crise humanitaire sans précédent se déroulant en Afrique, où des épreuves inimaginables touchent l'humanité en raison des conflits persistants, des catastrophes climatiques et de la pauvreté généralisée. D'innombrables familles ont été déracinées de leurs foyers et contraintes de chercher refuge dans des camps de fortune avec un accès limité aux besoins essentiels. Des vies sont perdues chaque jour, les communautés sont dévastées, et des enfants grandissent sans promesse d'un avenir stable et sécurisé.

Nous exprimons notre profonde préoccupation concernant les déplacements internes, la faim aiguë et les violences sexuelles et sexistes dues aux conflits. En 2023, l'Afrique subsaharienne, qui abrite 46 % des personnes déplacées internes (PDI) dans le monde, a été la région la plus touchée par les déplacements internes. L'Éthiopie a enregistré 794 000 déplacements dus aux conflits et violences, tandis qu'en Somalie, environ 3,9 millions de personnes étaient déplacées à l'intérieur du pays fin 2023, plaçant la Somalie parmi les dix pays ayant le plus de PDI au monde (Rapport mondial sur les déplacements internes GRID 2024).

Nous sommes profondément préoccupés par les millions de déplacements provoqués par les conflits et violences dans la région du Grand Corne de l'Afrique, en Afrique de l'Est et Afrique centrale. Les chiffres concernant les conflits en cours ne cessent d'augmenter, avec le Soudan enregistrant le plus grand nombre de déplacements en 2023, et des chiffres en hausse en 2024. La crise en République Démocratique du Congo a entraîné environ 6,7 millions de PDI. Le Soudan du Sud est également gravement touché par les déplacements internes et les migrations transfrontalières, exacerbées par des décennies de conflit et de pressions environnementales.

Nous notons également que l'Ouganda accueille actuellement plus de 1,6 million de réfugiés et demandeurs d'asile, en faisant le principal pays hôte de réfugiés en Afrique en 2023, avec des réfugiés du RDC, du Soudan du Sud, du Soudan, de la Somalie, de l'Éthiopie, du Rwanda et du Burundi. Le Soudan suit avec plus de 1,1 million de réfugiés, tandis que la Tanzanie héberge 241 885 réfugiés, principalement du Burundi et de la RDC. L'Éthiopie accueille environ 880 000 réfugiés. La région de l'Afrique de l'Est et de la Corne de l'Afrique abrite la majorité des réfugiés du continent (UNHCR). Nous sommes profondément préoccupés par la situation financièrement contrainte du Plan de Réponse des Réfugiés de l'Ouganda (UCRRP).

Nous constatons que les pays africains continuent de subir les effets intenses et dévastateurs des catastrophes climatiques et météorologiques. En 2024, pour la première fois, un cyclone a menacé les tropiques. Le cyclone Hidaya a frappé les régions côtières de l'océan Indien en Tanzanie, affectant environ 10 000 personnes. L'Éthiopie, la Somalie, la Tanzanie et le Kenya ont également subi de graves inondations en 2023, qui se sont poursuivies en 2024 avec le phénomène El Niño, entraînant 2,9 millions de déplacements, soit près d'un tiers de tous les déplacements liés aux inondations dans le monde. Le Premier ministre tanzanien a déclaré au Parlement le 25 avril que les pluies et inondations avaient fait 155 morts, 236 blessés et touché 200 000 personnes et 51 000 ménages depuis janvier. En Afrique australe, le Mozambique et le Malawi ont été frappés par le cyclone Freddy, touchant environ 655 000 ménages.

PUB 12 – DÉCLARATION PUBLIQUE

Nous sommes profondément préoccupés par les effets en cascade de ces crises, qui impactent la stabilité économique, l'éducation, les moyens de subsistance, la santé et le bien-être général de l'Afrique et du monde. Ces crises humanitaires rappellent vivement la responsabilité collective de tous les acteurs clés, des communautés donatrices, des Nations Unies et des dirigeants africains de défendre la dignité humaine, la paix et la justice pour alléger les souffrances des communautés touchées.

Reconnaissant le besoin urgent de relever ces défis en Afrique, l'Alliance ACT s'efforce de répondre à la situation humanitaire sur tout le continent, conformément à l'ODD 16, en promouvant des sociétés justes, pacifiques et inclusives.

Nous sommes préoccupés par le faible engagement mondial en faveur du financement des efforts humanitaires dans la région. L'Afrique reste vulnérable et, sans financement suffisant, des services essentiels tels que la nourriture, l'eau, les soins de santé et l'éducation deviendront rares, exacerbant la faim, les maladies et les conflits entre les communautés hôtes et les populations concernées. Les groupes vulnérables, notamment les femmes et les enfants, feront face à des risques accrus d'exploitation et de violence.

Nous sommes conscients que les pays hôtes supporteront une pression accrue sur leurs ressources et infrastructures, ce qui pourrait conduire à des troubles sociaux et à une instabilité économique.

Nous reconnaissons les contributions des membres donateurs, des individus et des églises aux différentes réponses aux crises humanitaires en Afrique via des appels, et le rôle joué par le bureau régional ACT Afrique et le Secrétariat pour atténuer les crises humanitaires sur le continent. En tant qu'alliance basée sur la foi, nous avons une responsabilité spirituelle et morale de maintenir l'espoir vivant.

Engagements et Recommandations

Conscients que nous nous trouvons à un tournant crucial de l'histoire où la situation de millions de personnes en Afrique exige une attention immédiate et indéfectible, nous reconnaissons que ces crises non seulement sapent la stabilité régionale mais érodent également les droits humains fondamentaux des personnes touchées. Sans soutien adéquat, les perspectives de développement et de paix à long terme seront compromises.

Nos Engagements en tant qu'Alliance ACT:

- Nous, en tant qu'ACT Alliance, réaffirmons notre engagement à avoir un impact significatif en utilisant nos plateformes et nos voix collectives pour défendre et sensibiliser à la situation des personnes touchées par la crise en Afrique et dans le monde. Nous continuerons à utiliser notre voix prophétique pour plaider pour la paix et la justice sociale, la réconciliation et la résolution des conflits.
- Nous réaffirmons également notre engagement à faciliter le partage des connaissances et le renforcement des capacités entre nos organisations membres, à encourager la collaboration et la coordination avec les gouvernements, les organisations de la société civile et les Nations Unies pour améliorer les réponses humanitaires et plaider pour des politiques de soutien en matière de déplacement et de migration.

PUB 12 – DÉCLARATION PUBLIQUE

Nous appelons:

- La communauté internationale à renforcer le partenariat et à accroître la réponse humanitaire pour l’Afrique en augmentant le financement et l’aide, notamment pour soutenir les crises prolongées et oubliées dans des pays comme la République Démocratique du Congo, le Soudan du Sud et le Soudan.
- L’Union africaine à revoir son approche de la médiation et de la résolution des conflits, en mettant en place des mécanismes pour mieux gérer les défis de paix, de sécurité et de gouvernance. De plus, les dirigeants africains doivent prendre la responsabilité du processus de décolonisation, mobiliser des ressources localement et renforcer la capacité et la collaboration avec les leaders religieux dans l’agenda de la paix et de la sécurité.
- Les dirigeants mondiaux à favoriser le dialogue entre les parties en conflit dans la région et à renforcer la paix et la sécurité transfrontalières.
- Les États africains à mettre en œuvre des stratégies robustes pour atténuer les effets du changement climatique et à investir dans des projets de développement durable favorisant la résilience, ainsi qu’à doubler le financement de l’adaptation pour l’Afrique.
- Les dirigeants africains à renforcer la mise en œuvre des cadres mondiaux qui améliorent la protection des communautés déplacées en raison du changement climatique et des conflits.
- Les États africains à créer des opportunités de développement durable pour réduire la pauvreté et améliorer les conditions de vie, réduisant ainsi les facteurs de conflit et de déplacement.
- Les dirigeants mondiaux à veiller à ce que toutes les personnes déplacées soient traitées avec dignité et respect, et que leurs droits soient protégés conformément au droit international humanitaire et aux droits humains.

Une majorité de l’assemblée s’est déclarée d’accord avec les opinions exprimées dans cette déclaration.

Bien que de nombreux membres d’ACT soient d’accord avec la déclaration publique, certains membres ont exprimé des points de vue divergents sur le contenu ou le ton. Leur décision reflète les diverses perspectives au sein de notre alliance, et nous respectons leur choix de s’abstenir ou de voter contre. Comme toujours, nous valorisons le dialogue collectif et encourageons la poursuite des discussions sur le sujet, reconnaissant la force de notre unité dans la diversité.